

Philippe Van Parijs : « Mes raisons d’espérer »

LE PHILOSOPHE Philippe Van Parijs est un des rares intellectuels belges qui défie les barrières entre les disciplines de la pensée. Politique, économie, sciences exactes, urbanisme... : le Bruxellois jongle avec les données, modèle les réflexions, imagine les ripostes avec un zeste d’idéalisme. De l’UCL à Oxford en passant par Harvard, sa réputation n’est plus à faire. Pessimiste de court terme mais optimisme à long terme, Van Parijs s’engage pour une piste cyclable rue de la Loi ou pour une circonscription fédérale. Pour « Le Soir », il analyse les grands enjeux de l’année 2012.

Prospérité

« Le pessimisme est une bonne recette pour le bonheur. Moi, j’essaie de tempérer mes espoirs positifs et, en faisant cela, la vie me réserve plein de bonnes surprises. Mon optique, c’est de combiner ce pessimisme de court terme avec un optimisme à long terme. Je suis un radical de la raison. Je crois en l’intelligence des hommes – et surtout des femmes – à comprendre la nature des problèmes et à trouver des solutions. La source de mon optimisme réside dans la capacité des hommes à communiquer, à écouter les autres, à trouver des solutions... La presse et les chercheurs ont un rôle majeur à jouer. L’autre grande recette que j’essaie d’inculquer à mes enfants, c’est d’avoir, sur le plan matériel, la plus grande sobriété. Cela dit, si l’on prend la peine de regarder les choses avec un peu de perspective historique, notre situation

présente est fantastique tant sur le plan du niveau de vie général que sur le plan de la solidarité. On ne cesse de dire que nous sommes en recul, que la Chine explose mais le PIB de la Belgique par tête d’habitant est douze fois plus élevé que celui de la Chine ! Il faut aider la Chine à se développer de façon qui soit gérable globalement par la planète. Les crises auxquelles nous sommes confrontés sont largement dues à de très belles avancées dans le passé, en particulier l’augmentation de l’espérance de vie. Et c’est grâce à la liberté dont on jouit dans notre société que l’on peut se permettre de montrer constamment ce qui ne va pas dans les journaux et à la télévision, au lieu de se contenter de faire la gloire des responsables qui sont en place. »

OLIVIER MOUTON

Plan B

Le plan B, c’est la scission de la Belgique, avec d’un côté la Flandre et la Fédération Wallonie-Bruxelles de l’autre. « Le plan B, je n’y crois pas un seul instant. Et je ne pense vraiment pas qu’une seule personne intelligente y croit sincèrement même si elle l’affirmait et qu’elle continue à l’affirmer. Ce scepticisme est suffisamment évident du côté francophone, à l’exception bien sûr de quelques voix plus marginales comme celles des rattachistes.

La question cruciale, c’est évidemment la place de Bruxelles. Les deux communautés savent très bien qu’elles ne peuvent pas s’en passer. La Flandre partirait sans la capitale de l’Europe ? Cela ne se fera jamais, ni en 2012 ni plus tard. J’ai reçu le livre exposant la ligne institutionnelle du Vlaams Belang : ils disent avoir une solution pour Bruxelles mais ils n’en disent pas un seul mot. La N-VA est tout autant embarrassée à ce sujet. Bart De Wever dit être un grand admirateur de Michael Collins, le leader révolutionnaire républicain irlandais, assassiné par ses propres troupes en 1922. Il avait obtenu l’indépendance irlandaise, oui, mais en lâchant l’Irlande du Nord. Or, c’est quand même tout autre chose d’abandonner quelques terres périphériques que de se couper d’une ville aussi importante que la capitale de l’Europe.

Non, il n’y aura pas de plan B ni l’année prochaine ni à la fin de ce siècle. Et lorsque la Flandre fait l’éloge de l’Europe des régions, elle va à l’encontre de sa propre perception qui consiste, déjà, à critiquer le pouvoir belge parce qu’il serait trop éloigné des citoyens. » OLM.

Belgique

La crise gouvernementale aura donc duré pas moins de 541 jours. La mutation de notre paysage institutionnel n’est pas terminée pour autant.

« L’histoire du fédéralisme belge ne fait que commencer. D’autres modifications institutionnelles seront nécessaires dans les années à venir, c’est évident. Le fait qu’un accord de gouvernement ait été trouvé à la fin de l’année est évidemment une très bonne nouvelle. Cela prouve que l’on peut encore faire évoluer notre modèle en forgeant des compromis. Et cet accord est parfaitement légitime : il n’y a pas eu de pierre lancée sur le 16 rue de la Loi, les événements de Matonge n’étaient pas une contestation contre le gouvernement belge.

Mais d’autres changements seront nécessaires. En ce qui concerne le Sénat, par exemple, on fait un pas dans la bonne direction en supprimant le vote communautaire qui avait des effets pervers. Mais la seconde assemblée n’aura en réalité aucune fonction réelle dans sa nouvelle configuration. Or, ce pourrait être un haut lieu de réflexions à long terme, de consultation des experts, des associations, des citoyens. Depuis 2002-2003, je me bats aussi avec mon collègue de la VUB Kris Deschouwer pour la mise en place d’une circonscription fédérale qui mettrait nos responsables politiques en contact avec les aspirations de l’ensemble des Belges. Ce serait une façon d’améliorer le processus, mais cela ne signifie en aucun cas que l’on empêcherait une autonomie plus grande des Régions et Communautés. Même Bart De Wever reconnaît qu’il a commis une erreur en négligeant de s’intéresser à ce que pensait l’opinion publique de l’autre communauté du pays. Parce qu’il n’a pas réussi à insuffler la confiance nécessaire pour rassurer quant à ses intentions et sa volonté de conclure un deal. Ce n’était pas nécessairement sa faute, c’est l’effet du système.

La même chose vaut pour la réforme de la loi de financement. Une réforme hybride a été adoptée, nous verrons à l’usage ce qu’elle vaut. Mais elle devra sans doute être réévaluée assez rapidement.

Ces deux prochaines années, il sera important que la cohésion du gouvernement Di Rupo soit maintenue. Ses premiers pas ont été convainquants avec la réforme des pensions, qui était indispensable même si on peut en contester certains éléments. Cette équipe devra réaliser des choses importantes en peu de temps, à commencer par la scission de BHV.

Je pense à une autre suggestion encore, après les longues discussions sur la composition du gouvernement. Autant je trouve que la règle de l’unanimité au sein du gouvernement fédéral est légitime et importante, autant aucune règle ne devrait s’imposer à mes yeux en ce qui concerne la parité du gouvernement. On devrait plutôt mettre en place un système à la proportionnelle, la même que celle prévalant au parlement. Actuellement, cela ferait neuf ministres néerlandophones et six francophones. Les francophones devraient proposer eux-mêmes une telle formule plutôt que se faire forcer la main par les Flamands à la prochaine occasion. » OLM.



« MA RECETTE ? Je combine un pessimisme de court terme avec un optimisme à long terme. »
© ALAIN DEWEZ.

Racisme

L’intolérance croît, les cultures et les religions peinent de plus en plus à se comprendre. Un choc des civilisations ?

« Il y aura des épisodes racistes inévitables qui pourront prendre des formes nouvelles. Dans la plupart des cas, la population dite autochtone risque d’exercer des discriminations raciales, religieuses, linguistiques... à l’égard des immigrés. Et il risque aussi d’y avoir des difficultés croissantes de cohabitation entre les populations d’origine étrangère. Mais il y a toujours une dimension d’espoir. Nous nous promenions récemment avec ma famille non loin de chez moi, à Saint-Josse. Il y avait un mariage turc, nous avons fait la causette avec le Marocain d’en face, il y avait des signes d’amitié par-delà toutes ces cultures différentes. Un travail très important doit être réalisé à l’école et, davantage qu’aujourd’hui, dans l’enseignement supérieur. Ce nécessaire souci d’intégration doit aller de pair avec une forme de loyauté avec le pays d’origine. Il s’agit de créer des liens de confiance entre les différentes populations qui cohabitent. » OLM.

Populisme

La solidarité européenne est mise à rude épreuve. les mouvements populistes ont le vent en poupe. Attention, danger ?

« Ce populisme fait partie de ce qui exprime notre situation comme une situation de crise. Il est le fruit d’un sentiment d’insécurité, tant en raison de la crainte d’une immersion dans un ensemble européen ou mondial plus large qu’à cause du sentiment d’être ouverts à tous les vents de la migration. On se sent plus sûr dans une situation de forteresse, pour se protéger du chaos tout autour.

Cette stratégie a évidemment des limites. Vous pouvez prôner le fait d’acheter belge ou wallon en guise d’acte protectionniste, mais si les Allemands décident d’acheter allemand, vous perdrez au change.

On parle d’une baisse de la solidarité européenne. Etait-elle plus grande avant ? Non, elle était plus faible. Le type de crises auxquelles nous sommes confrontées va renforcer cette solidarité, va l’institutionnaliser. Cela ne se fera pas d’un jour à l’autre, mais c’est une évolution inéluctable. L’Europe a besoin d’une solidarité interpersonnelle. Cela pourrait se faire via une redistribution simple de type allocation universelle financée par la TVA ou par

une taxe CO₂. Pour y arriver, il faudra du temps. Les grandes avancées sociales ont toujours été le résultat de luttes sociales. Dans la plupart des Etats, elles ont été rendues possibles grâce à l’homogénéité linguistique sur un territoire. Or, il n’existe rien de cela au niveau européen. C’est pourquoi il est indispensable d’œuvrer dès aujourd’hui à une langue véhiculaire pour tout le continent. L’anglais me semble s’imposer de lui-même. Il est déjà, dans les faits, une forme de Lingua franca. Aujourd’hui, deux tiers de la population européenne de moins de 25 ans dit le parler bien ou très bien. Ce n’est le cas que pour 25 % des plus de 65 ans. Une autre dimension nécessaire, c’est la modification des institutions européennes. Angela Merkel ou George Papandreou, qui ont joué un rôle central dans la crise financière des derniers mois, n’ont de comptes électoraux à rendre que dans leur pays. Or, leur attitude aurait certainement été différente s’ils étaient responsables devant l’ensemble de l’électorat européen. Il faut une réflexion similaire à celle sur la circonscription fédérale, dont je soutiens la création en Belgique. J’en suis convaincu : une crise telle que celle que l’on traverse peut générer des réformes importantes. » OLM.

Violence

Le monde est-il devenu plus violent ? La fin de l’année 2011, marquée par la tuerie de Liège, a marqué les esprits. « Steven Pinker, un de mes collègues d’Harvard où j’ai enseigné, a rédigé un livre important : “The Better Angels of Our Nature : Why Violence Has Declined.” Sa thèse centrale, c’est que la violence a décliné au fil des millénaires. L’homme a en quelque sorte partiellement réussi à domestiquer son côté obscur. Ce qui se passe aujourd’hui, c’est qu’il y a une forme de visibilité plus grande de cette violence. Il est davantage question dans les médias de faits de pédophilie ou de violence conjugale. Ce sont des phénomènes qui restent préoccupants, mais ils étaient tout autant présents auparavant – voire davantage. Personnellement, j’ai plutôt une vision optimiste de ce qui est en train de se passer. Nous ne sommes plus à l’époque où nos ancêtres devaient faire face aux barbares, où la part du PIB consacrée à la construction de forteresses était colossale, où les villages de Toscane étaient construits en hauteur pour éviter les invasions... Nous avons tellement le nez braqué sur le présent que l’on perd de vue les énormes progrès qui ont été accomplis. D’ailleurs, à mes yeux, c’est une bonne nouvelle d’avoir des mauvaises nouvelles dans les journaux. Parce que cela permet d’apporter les réponses nécessaires. » OLM.

Bruxelles

« Quelque chose qui me tient particulièrement à cœur, c’est la mission exceptionnelle confiée à Bruxelles. La ville où je vis est devenue un symbole mondial en matière de prise de décision. Les Allemands eux-mêmes disent que 85 % des décisions importantes qui les concernent sont prises dans notre capitale. C’est une mission historique qui a été confiée à Bruxelles un peu par hasard. Cela rend la vie de la cité plus difficile en raison de la gestion de ce statut international qu’il faut combiner avec tout le reste. Mais c’est un atout majeur pour toute la Belgique. Et il est passionnant de voir Bruxelles jouer ce rôle sans précédent de faire cohabiter des populations très différentes dans un ensemble de près d’un demi-milliard d’habitants. Nous n’en sommes pas toujours assez conscients. C’est pourquoi j’ai décidé d’abandonner mon poste d’enseignement aux Etats-Unis, à Harvard. Je me sens plus utile ici qu’à former l’élite américaine. » OLM.

SÉRIE

Faut-il craindre 2012 ?

Tout au long de la première semaine de l’année, nous évoquerons quatre grandes craintes de 2012. Un regard inquiet, mais aussi teinté d’espoir.

Mardi. Le portefeuille des Belges est-il menacé ? 2012 sera-t-elle l’année de l’angoisse budgétaire ?

Mercredi. L’Europe a-t-elle amorcé son déclin ? La zone euro va-t-elle éclater ? Et la Chine va-t-elle finalement nous manger ?

Jeudi. Le monde est-il devenu plus violent ? Les auteurs de délits passent-ils à l’acte plus facilement, des tueries de masse à la criminalité ordinaire ?

Vendredi. Inondations, sécheresses, tremblements de terre, catastrophes nucléaires : le monde est-il moins sûr qu’avant ?

aujourd’hui

lesoir.be

11:02



Olivier Mouton est le maître d’œuvre de cette série sur l’année 2012. Vous pouvez lui poser toutes vos questions. Rendez-vous sur lesoir.be.